

Appel de dirigeants d'organismes publics de recherche en vue de l'élection présidentielle

La marche pour les sciences a réuni samedi 22 avril 12'000 personnes en France et des centaines de milliers dans près de 600 villes dans le monde, pour défendre l'indépendance et la liberté des sciences. Responsables d'organismes publics de recherche, nous avons estimé que la remise en cause de la rationalité scientifique par un nombre croissant de dirigeants politiques, aux Etats-Unis mais partout ailleurs dans le monde y compris en France, était suffisamment grave pour sortir de notre devoir de réserve et appeler, fait sans précédent, à manifester pour cette marche. C'est pourquoi nous avons également le devoir de nous mobiliser aujourd'hui en France face au terrible danger que représente la présence de l'extrême droite au deuxième tour de l'élection présidentielle et d'affirmer, non seulement comme citoyens mais d'abord comme scientifiques, que nous ne pouvons pas accepter la banalisation du Front National et de sa candidate.

Le programme de Madame Le Pen est porteur de régression et de déclin sur tous les plans : économique, social, culturel et bien sûr scientifique. La science française, source infinie de progrès et de bien être pour toute la population, reconnue et célébrée dans le monde entier, ne survivrait pas au repli derrière nos frontières et aux restrictions de circulation des cerveaux et des idées. Sur d'innombrables sujets, les migrations, la santé, l'environnement et jusqu'à l'histoire de notre pays, les idées véhiculées par le Front National sont en contradiction ouverte avec les évidences indiscutables établies par la recherche et avec la nécessaire autonomie de la communauté scientifique. Les chercheurs américains sont désormais sous la menace de leur nouvelle administration. Nos collègues britanniques attendent avec beaucoup d'angoisse les résultats des négociations entamées pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, et regrettent amèrement de ne pas avoir mieux su expliquer à leurs concitoyens les conséquences néfastes du Brexit. Cela doit nous servir de leçon.

L'élection du 7 mai prochain n'est pas jouée d'avance. Avec la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), la Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI) et la Conférence des Grandes Écoles (CGE), nous appelons à voter contre la candidature de Madame Le Pen.

Jean-Marc BOURNIGAL, Président d'IRSTEA

Michel EDDI, PDG du CIRAD

Alain FUCHS, Président du CNRS

François JACQ, PDG d'IFREMER

Yves LÉVY, PDG de l'INSERM

Philippe MAUGUIN, PDG de l'INRA

Jean-Paul MOATTI, PDG de l'IRD

Antoine PETIT, PDG d'INRIA

Magda TOMASINI, Directrice de l'INED